

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2003 — 1091

[C — 2003/11102]

**25 FEVRIER 2003. — Arrêté royal  
modifiant la loi du 22 avril 1999  
relative aux professions comptables et fiscales**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, notamment l'article 62;

Vu la directive 89/48/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans;

Vu l'avis du Conseil supérieur des professions économiques du 17 mai 2001;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 32.305/3, donné le 11 juin 2002;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, chargé des Classes moyennes et de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 16 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales est complété par l'alinéa suivant :

« Les personnes qui se sont vu conférer la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal en application de l'article 19bis de la présente loi ont le droit de faire usage de leur titre de formation licite de l'Etat membre de la Communauté européenne ou un autre Etat qui est partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, d'origine ou de provenance et éventuellement de son abréviation, dans la langue de cet Etat. Dans ce cas, ce titre doit être suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui l'a délivré. »

**Art. 2.** L'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« 1° être ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne ou un autre Etat qui est partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, ou être domicilié en Belgique. »

**Art. 3.** A l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, de la même loi, il est ajouté un alinéa, rédigé comme suit :

« Les personnes qui ne sont pas domiciliées en Belgique prêtent serment auprès du tribunal de commerce de leur choix. »

**Art. 4.** L'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi est complété avec un point 7°, rédigé comme suit :

« 7° Les ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat qui est partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, qui ne sont pas domiciliés en Belgique, s'engagent à avoir en Belgique un bureau où l'activité professionnelle sera effectivement exercée, et où seront conservés les actes, documents et échange de correspondance qui s'y rapportent. »

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2003 — 1091

[C — 2003/11102]

**25 FEBRUARI 2003. — Koninklijk besluit  
tot wijziging van de wet van 22 april 1999  
betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, inzonderheid op artikel 62;

Gelet op de richtlijn 89/48/EEG van de Raad van 21 december 1988 betreffende een algemeen stelsel van erkenning van hogeronderwijsdiploma's waarmee beroepsopleidingen van ten minste drie jaar worden afgesloten;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de economische beroepen van 17 mei 2001;

Gelet op het advies nr. 32.305/3 van de Raad van State, gegeven op 11 juni 2002;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, belast met Middenstand en van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 16 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen wordt aangevuld met het volgende lid :

« De personen aan wie de hoedanigheid van accountant en/of van belastingconsulent werd verleend met toepassing van artikel 19bis van deze wet hebben het recht om van hun wettige opleidingstitel van de lidstaat van de Europese Gemeenschap of een andere Staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, van oorsprong of van herkomst, en eventueel van de afkorting ervan gebruik te maken in de taal van deze Staat. In dit geval moet die titel gevolgd worden door de naam en de plaats van de instelling of van de examencommissie die deze titel heeft verleend. »

**Art. 2.** Artikel 19, eerste lid, 1°, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Gemeenschap of een andere Staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, of zijn woonplaats hebben in België. »

**Art. 3.** Artikel 19, eerste lid, 6°, van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De personen die niet in België hun woonplaats hebben, leggen de eed af voor de rechtbank van koophandel van hun keuze. »

**Art. 4.** Artikel 19, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

« 7° De onderdanen van een lidstaat van de Europese Gemeenschap of van een andere Staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, die niet hun woonplaats in België hebben, verbinden zich ertoe in België een kantoor te houden waar de beroepsactiviteit effectief zal worden uitgeoefend en waar de ermee samenhangende akten, documenten en briefwisseling zullen worden bewaard. »

**Art. 5.** Il est ajouté à la même loi un article 19bis, rédigé comme suit :

« Art. 19bis, § 1<sup>er</sup>. A l'appui de leur demande de se voir conférer la qualité d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal, les ressortissants d'Etats membres de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'Accord sur l'Espace économique européen peuvent faire valoir un des diplômes ou titres de formation suivants :

a) un diplôme prescrit par un autre Etat membre de la Communauté européenne ou un autre Etat qui est partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, dénommé ci-après « Etat », pour accéder aux fonctions d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal sur son territoire ou y exercer ces activités, et qui a été obtenu dans un Etat.

On entend par diplôme, tout diplôme, certificat ou autre titre ou tout ensemble de tels diplômes, certificats ou autres titres :

— qui a été délivré par une autorité compétente dans un Etat,

— dont il résulte que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études postsecondaires d'une durée minimale de trois ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, effectué dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement d'un niveau équivalent de formation et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études postsecondaires, et

— dont il résulte que le titulaire possède les qualifications professionnelles requises pour accéder aux fonctions réglementées d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal dans cet Etat ou d'y exercer ces activités,

dès lors que la formation sanctionnée par ce diplôme, certificat ou autre titre a été acquise dans une mesure prépondérante dans la Communauté européenne, ou dès lors que son titulaire a une expérience professionnelle de trois ans certifiée par l'Etat qui a reconnu un diplôme, certificat ou autre titre délivré dans un pays tiers.

Est assimilé à un diplôme au sens de l'alinéa précédent, tout diplôme, certificat ou autre titre, ou tout ensemble de tels diplômes, certificats et autres titres, qui a été délivré par une autorité compétente dans un Etat dès lors qu'il sanctionne une formation acquise dans la Communauté européenne ou dans l'Espace économique européen et reconnue par une autorité compétente dans cet Etat comme étant de niveau équivalent, et qu'il y confère les mêmes droits d'accès aux fonctions réglementées d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal ou d'exercice de ces fonctions;

b) si le demandeur a exercé à plein temps les fonctions d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal pendant deux ans au cours des dix années précédentes dans un autre Etat qui ne réglemente pas cette profession, un ou plusieurs titres de formation :

— qui ont été délivrés par une autorité compétente dans un Etat;

— dont il résulte que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études postsecondaires d'une durée minimale de trois ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement du même niveau de formation d'un Etat et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études postsecondaires;

et

— qui l'ont préparé à l'exercice de ces fonctions.

Toutefois les deux ans d'expérience professionnelle ne peuvent être exigés lorsque le ou les titres de formation détenus par le demandeur sanctionnent une formation réglementée, par laquelle il faut entendre toute formation :

— qui est directement orientée sur l'exercice d'une profession déterminée

et

— qui consiste en un cycle d'études postsecondaires d'une durée minimale de trois ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, effectué dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement d'un niveau équivalent de formation, et, éventuellement, en une formation professionnelle, un stage professionnel ou une pratique professionnelle exigés en plus du cycle d'études postsecondaires; la structure et le niveau de la formation professionnelle, du stage professionnel ou de la pratique professionnelle doivent être déterminés par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'Etat en question ou faire l'objet d'un contrôle ou d'un agrément par l'autorité désignée à cet effet.

**Art. 5.** Aan dezelfde wet wordt een artikel 19bis toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 19bis, § 1. Ter ondersteuning van hun verzoek om verlening van de hoedanigheid van accountant en/of belastingconsulent, kunnen de onderdanen van een lidstaat van de Europese Gemeenschap of van een andere Staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte één van de volgende diploma's of opleidingstitels doen gelden :

a) een diploma, voorgeschreven door een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap of een andere staat die partij is bij de overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, hierna «Staat» te noemen om tot de functies van accountant en/of belastingconsulent op zijn grondgebied te worden toegelaten dan wel deze activiteiten aldaar uit te oefenen, en dat in een Staat behaald is.

Onder diploma wordt verstaan : elk diploma, certificaat en andere titel dan wel elk geheel van dergelijke diploma's, certificaten en andere titels :

— afgegeven door een bevoegde autoriteit in een Staat,

— waaruit blijkt dat de houder met succes een postsecundaire studiecycclus van ten minste drie jaar of een gelijkwaardige deeltijdstudie heeft gevolgd aan een universiteit of een instelling van hoger onderwijs of een andere instelling van hetzelfde opleidingsniveau en, in voorkomend geval, dat hij met succes de beroepsopleiding heeft gevolgd die in aanvulling op de postsecundaire studiecycclus wordt vereist, en

— waaruit blijkt dat de houder de vereiste beroepskwalificaties bezit om tot de gereguleerde functies van accountant en/of belastingconsulent in die Staat te worden toegelaten dan wel deze activiteiten aldaar uit te oefenen,

wanneer de met het diploma, het certificaat of de andere titel afgesloten opleiding overwegend in de Europese Gemeenschap is genoten of wanneer de houder ervan een driejarige beroepservaring heeft opgedaan, gewaarmerkt door de Staat die een diploma, een certificaat of een andere titel van een derde land heeft erkend.

Alle diploma's, certificaten en andere titels, dan wel elk geheel van dergelijke diploma's, certificaten en andere titels die door een bevoegde autoriteit in een Staat zijn afgegeven, worden gelijkgesteld met een diploma in de zin van het vorige lid, indien daarmee een in de Europese Gemeenschap of Europese Economische Ruimte gevolgde opleiding wordt afgesloten welke door een bevoegde autoriteit in die Staat als gelijkwaardig wordt erkend, en daaraan dezelfde rechten inzake toegang tot of uitoefening van de gereguleerde functies van accountant en/of belastingconsulent zijn verbonden;

b) indien de aanvrager de functies van accountant en/of belastingconsulent gedurende twee jaar tijdens de voorafgaande tien jaren voltijds heeft uitgeoefend in een andere Staat waar dat beroep niet gereguleerd is, een of meer opleidingstitels :

— afgegeven door een bevoegde autoriteit in een Staat;

— waaruit blijkt dat de houder met succes een postsecundaire studiecycclus van ten minste drie jaar of een gelijkwaardige deeltijdstudie heeft gevolgd aan een universiteit of een instelling van hoger onderwijs of een andere instelling van hetzelfde opleidingsniveau in een Staat, en in voorkomend geval, dat hij met succes de beroepsopleiding heeft gevolgd die in aanvulling op de postsecundaire studiecycclus wordt vereist;

en

— die hem op de uitoefening van deze functies heeft voorbereid.

De twee jaar beroepservaring kunnen evenwel niet vereist worden wanneer de opleidingstitel(s) die de aanvrager bezit een gereguleerde opleiding afsluiten, dit wil zeggen alle opleidingen :

— die rechtstreeks gericht zijn op de uitoefening van een bepaald beroep

en

— die bestaan in een postsecundaire studie van ten minste drie jaar, of uit een met deze studieduur overeenstemmende deeltijdse studie, aan een universiteit, een instelling voor hoger onderwijs of een instelling van gelijkwaardig niveau, en, in voorkomend geval, uit de bovenop de postsecundaire studie vereiste beroepsopleiding, beroepsstage of praktijkervaring; de structuur en het niveau van de beroepsopleiding, beroepsstage of praktijkervaring worden vastgelegd bij de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de betrokken staat of worden door de hiertoe aangewezen instantie gecontroleerd of erkend.

Est assimilé au titre de formation visé au premier alinéa tout titre ou ensemble de titres qui a été délivré par une autorité compétente dans un Etat, dès lors qu'il sanctionne une formation acquise dans la Communauté européenne ou l'Espace économique européen et qu'il est reconnu comme équivalent par cet Etat, à condition que cette reconnaissance ait été notifiée aux autres états membres et à la Commission européenne.

§ 2. Les titulaires d'un des diplômes ou titres de formation visés au § 1<sup>er</sup> sont dispensés du stage et des examens d'admission et d'aptitude. Toutefois ils doivent se soumettre à une épreuve d'aptitude sur leurs connaissances du droit belge, notamment en matière comptable, fiscale, de droit des sociétés, de déontologie et des domaines nécessaires pour l'exercice des fonctions d'expert-comptable et/ou conseil fiscal en Belgique, organisée par l'Institut, en cas de différences substantielles dans la formation; il est préalablement vérifié si les connaissances acquises au cours de l'expérience professionnelle sont de nature à couvrir, en tout ou en partie, ces différences substantielles.

L'épreuve d'aptitude consiste en un contrôle concernant exclusivement les connaissances professionnelles du demandeur, qui a pour but d'apprécier son aptitude à exercer les fonctions d'expert-comptable et/ou conseil fiscal.

L'épreuve d'aptitude doit prendre en considération le fait que le demandeur est un professionnel qualifié dans l'Etat membre d'origine ou de provenance. Elle porte sur des matières à choisir parmi celles figurant sur la liste des matières qui, sur la base d'une comparaison entre la formation requise et celle reçue par le demandeur, ne sont pas couvertes par le diplôme ou le ou les titres dont il fait état.

La connaissance de ces matières doit être une condition essentielle pour pouvoir exercer les fonctions d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal. Cette épreuve peut également comprendre la connaissance de la déontologie applicable à ces fonctions. Les modalités de l'épreuve d'aptitude et le statut du demandeur qui souhaite s'y préparer sont déterminées par le Conseil dans le respect des règles du droit communautaire.

§ 3. La procédure d'examen d'une demande introduite en application du présent article doit être sanctionnée par une décision motivée au plus tard quatre mois à compter de la présentation du dossier complet. Cette décision, ou l'absence de décision, est susceptible d'un recours devant la commission d'appel visée à l'article 7 de la loi du 22 avril 1999 relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux.

**Art. 6.** L'article 46 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Les personnes inscrites au tableau des titulaires ou sur la liste des stagiaires en application de l'article 50bis de la présente loi ont le droit de faire usage de leur titre de formation licite de l'Etat d'origine ou de provenance et éventuellement de son abréviation, dans la langue de cet Etat. Dans ce cas, ce titre doit être suivi des nom et lieu de l'établissement ou du jury qui l'a délivré. »

**Art. 7.** Il est ajouté à la présente loi un article 50bis, rédigé comme suit :

« Art. 50bis, § 1<sup>er</sup>. Les ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, dénommé ci-après « Etat », peuvent faire valoir un des diplômes ou titres de formation suivants à l'appui de leur demande :

a) un diplôme prescrit par un autre Etat, pour accéder à la profession de comptable ou de comptable-fiscaliste sur son territoire ou l'y exercer, et qui a été obtenu dans un Etat.

On entend par diplôme :

tout diplôme, certificat ou autre titre ou tout ensemble de tels diplômes, certificats ou autres titres :

— qui a été délivré par une autorité compétente dans un Etat;

— dont il résulte que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études postsecondaires d'une durée minimale de trois ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel effectué dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement d'un niveau équivalent de formation et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études postsecondaires;

Alle titels, dan wel elk geheel van dergelijke titels die door een bevoegde autoriteit in een Staat zijn afgegeven, worden met de opleidingstitel gelijkgesteld, indien daarmee een in de Europese Economische Gemeenschap of de Europese Ruimte gevolgde opleiding wordt afgesloten welke door de Staat als gelijkwaardig is erkend, mits de andere Staten en de Europese Commissie van deze erkenning in kennis zijn gesteld.

§ 2. De houders van één van de diploma's of opleidingstitels bedoeld in § 1 zijn vrijgesteld van de stage en van de toelatings- en bekwaamheidsexamens. Zij moeten zich evenwel onderwerpen aan een bekwaamheidsproef over hun kennis van het Belgisch recht, meer bepaald op het gebied van boekhouding, fiscaliteit, vennootschapsrecht en deontologie en de domeinen noodzakelijk voor de uitoefening van de functies van accountant en/of belastingconsulent in België, georganiseerd door het Instituut, in geval van wezenlijke verschillen in de opleiding; er wordt eerst nagegaan of de tijdens de beroepservaring verworven kennis van aard is dat de wezenlijke verschillen geheel of ten dele worden ondervangen.

De proef van bekwaamheid bestaat uit een controle, uitsluitend de beroepskennis van de aanvrager betreffende, die tot doel heeft te beoordelen of deze de bekwaamheid bezit om de functies van accountant en/of belastingconsulent uit te oefenen.

Bij de proef van bekwaamheid moet in aanmerking worden genomen dat de aanvrager in de lidstaat van oorsprong of herkomst een gekwalificeerde beroepsbeoefenaar is. De proef heeft betrekking op de vakgebieden die moeten worden gekozen uit die welke op de lijst staan van de vakgebieden die, op basis van een vergelijking tussen de vereiste opleiding en de opleiding die de aanvrager heeft ontvangen, niet bestreken worden door het diploma of de titel(s) die de aanvrager overlegt.

De kennis van deze vakgebieden moet een wezenlijke voorwaarde zijn om de functies van accountant en/of belastingconsulent te kunnen uitoefenen. Deze proef kan ook betrekking hebben op de kennis van de deontologie die op die functies van toepassing is. De voorschriften betreffende de proef van bekwaamheid en het statuut van de aanvrager die zich daarop wil voorbereiden worden door de Raad vastgesteld met inachtneming van het gemeenschapsrecht.

§ 3. De procedure voor het onderzoek van een in toepassing van dit artikel ingediende aanvraag moet uiterlijk vier maanden na de indiening van een volledige dossier door een met redenen omkleed besluit worden afgesloten. Tegen dit besluit, of tegen het uitblijven ervan, kan beroep worden aangetekend bij de in artikel 7 van de wet van 22 april 1999 betreffende de beroepstucht voor accountants en belastingconsulent bedoelde commissie van beroep.

**Art. 6.** Artikel 46 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De personen die zijn ingeschreven op het tableau van de beoefenaars of op de lijst van de stagiairs met toepassing van artikel 50bis van deze wet hebben het recht om van hun wettige opleidingstitel van de Staat van oorsprong of van herkomst en eventueel van de afkorting ervan gebruik te maken in de taal van deze Staat. In dit geval moet die titel gevolgd worden door de naam en de plaats van de instelling of van de examencommissie die deze titel heeft verleend. »

**Art. 7.** Aan deze wet wordt een artikel 50bis toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 50bis, § 1. De onderdanen van een lidstaat van de Europese Gemeenschap of van een andere Staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, hierna « Staat » genoemd, kunnen ter ondersteuning van hun aanvraag één van de volgende diploma's of opleidingstitels doen gelden :

a) een diploma, voorgeschreven door een andere Staat om tot het beroep van boekhouder of boekhouder-fiscalist op zijn grondgebied te worden toegelaten dan wel deze activiteit aldaar uit te oefenen en dat in een Staat behaald is.

Onder diploma wordt verstaan :

alle diploma's, certificaten en andere titels dan wel elk geheel van dergelijke diploma's, certificaten en andere titels :

— afgegeven door een bevoegde autoriteit in een Staat;

— waaruit blijkt dat de houder met succes een postsecundaire studiecycclus van ten minste drie jaar of een gelijkwaardige deeltijdstudie heeft gevolgd aan een universiteit of een andere instelling voor hoger onderwijs of een andere instelling van hetzelfde opleidingsniveau en, in voorkomend geval, dat hij met succes de beroepsopleiding heeft gevolgd die in aanvulling op de postsecundaire studiecycclus wordt vereist; en

— et dont il résulte que le titulaire possède les qualifications professionnelles requises pour accéder à la profession réglementée de comptable ou de comptable-fiscaliste dans cet Etat ou l'exercer;

dès lors que la formation sanctionnée par ce diplôme, certificat ou autre titre a été acquise dans une mesure prépondérante dans la Communauté européenne ou l'Espace économique européen ou dès lors que son titulaire a une expérience professionnelle de trois ans certifiée par l'Etat qui a reconnu un diplôme, certificat ou autre titre délivré dans un pays tiers.

Est assimilé à un diplôme au sens de l'alinéa précédent tout diplôme, certificat ou autre titre, ou tout ensemble de tels diplômes, certificats et autres titres, qui a été délivré par une autorité compétente dans un Etat dès lors qu'il sanctionne une formation acquise dans la Communauté européenne ou l'Espace économique européen et reconnue par une autorité compétente dans cet Etat comme étant de niveau équivalent, et qu'il y confère les mêmes droits d'accès à la profession réglementée de comptable ou de comptable-fiscaliste, ou d'exercice de celle-ci;

b) si le demandeur a exercé à plein temps la profession de comptable ou de comptable-fiscaliste pendant deux ans au cours des dix années précédentes dans un autre Etat qui ne réglemente pas cette profession, ou un plusieurs titres de formation :

— qui ont été délivrés par une autorité compétente dans un Etat;

— dont il résulte que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études postsecondaires d'une durée minimale de trois ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement du même niveau de formation d'un Etat et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études postsecondaires;

— et qui l'ont préparé à l'exercice de cette profession.

Toutefois les deux ans d'expérience professionnelle ne peuvent être exigés lorsque le ou les titres de formation détenus par le demandeur sanctionnent une formation réglementée, par laquelle il faut entendre toute formation :

— qui est directement orientée sur l'exercice d'une profession déterminée

et

— qui consiste en un cycle d'études postsecondaires d'une durée minimale de trois ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, effectué dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement d'un niveau équivalent de formation et, éventuellement, en une formation professionnelle, un stage professionnel ou une pratique professionnelle exigés en plus du cycle d'études postsecondaires; la structure et le niveau de la formation professionnelle, du stage professionnel ou de la pratique professionnelle doivent être déterminés par les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'Etat en question ou faire l'objet d'un contrôle ou d'un agrément par l'autorité désignée à cet effet.

Est assimilé au titre de formation visé au premier alinéa tout titre ou ensemble de titres qui a été délivré par une autorité compétente dans un Etat, dès lors qu'il sanctionne une formation acquise dans la Communauté européenne ou l'Espace économique européen et qu'il est reconnu comme équivalent par cet Etat, à condition que cette reconnaissance ait été notifiée aux autres Etats et à la Commission européenne.

§ 2. Les porteurs d'un des diplômes ou titres de formation repris au § 1<sup>er</sup> sont dispensés du stage. Néanmoins, pour obtenir leur inscription au tableau des titulaires, ils doivent se soumettre à une épreuve d'aptitude sur leurs connaissances au droit belge, notamment en matière comptable, fiscale, de droit des sociétés, de déontologie et les domaines nécessaires pour l'exercice de la profession en Belgique, en cas de différences substantielles dans la formation; il est préalablement vérifié si les connaissances acquises au cours de l'expérience professionnelle sont de nature à couvrir, en tout ou en partie, ces différences substantielles.

L'épreuve d'aptitude consiste en un contrôle concernant exclusivement les connaissances professionnelles du demandeur, qui a pour but d'apprécier son aptitude à exercer les professions de comptable ou de comptable-fiscaliste.

L'épreuve d'aptitude doit prendre en considération le fait que le demandeur est un professionnel qualifié dans l'Etat membre d'origine ou de provenance. Elle porte sur des matières à choisir parmi celles figurant sur la liste des matières qui, sur la base d'une comparaison entre la formation requise et celle reçue par le demandeur, ne sont pas couvertes par le diplôme ou le ou les titres dont il fait état. La connaissance de ces matières doit être une condition essentielle pour

— waaruit blijkt dat de houder de vereiste beroepskwalificaties bezit om tot het gereguleerd beroep van boekhouder of boekhouder-fiscalist in die Staat te worden toegelaten of om dat beroep uit te oefenen;

waarvan de met het diploma, het certificaat of de andere titel afgesloten opleiding overwegend in de Europese Gemeenschap of de Europese Economische Ruimte is genoten of wanneer de houder ervan een driejarige beroepservaring heeft opgedaan, gewaarmerkt door de Staat die een diploma, een certificaat of een andere titel van een derde land heeft erkend.

Alle diploma's, certificaten en andere titels, dan wel elk geheel van dergelijke diploma's, certificaten en andere titels die door een bevoegde autoriteit in een Staat zijn afgegeven, worden gelijkgesteld met een diploma in de zin van het vorige lid, indien daarmee een in de Europese Gemeenschap of de Europese Economische Ruimte gevolgd opleiding wordt afgesloten welke door een bevoegde autoriteit in die Staat als gelijkwaardig wordt erkend, en daaraan dezelfde rechten inzake toegang tot of uitoefening van het gereguleerd beroep van boekhouder of boekhouder-fiscalist zijn verbonden;

b) indien de aanvrager het beroep van boekhouder of boekhouder-fiscalist gedurende twee jaar tijdens de voorafgaande tien jaren voltijds heeft uitgeoefend in een andere Staat waar dat beroep niet gereguleerd is, een of meer opleidingstitels :

— afgegeven door een bevoegde autoriteit in een Staat;

— waaruit blijkt dat de houder met succes een postsecundaire studiecycclus van ten minste drie jaar of een gelijkwaardige deeltijdstudie heeft gevolgd aan een universiteit of een instelling van hoger onderwijs of een andere instelling van hetzelfde opleidingsniveau in een Staat, en in voorkomend geval, dat hij met succes de beroepsopleiding heeft gevolgd die in aanvulling op de postsecundaire studiecycclus wordt vereist;

— en die hem op de uitoefening van dit beroep hebben voorbereid.

De twee jaar beroepservaring kunnen evenwel niet vereist worden indien de opleidingstitel(s) die de aanvrager bezit een gereguleerde opleiding afsluiten, dit wil zeggen alle opleidingen :

— die rechtstreeks gericht zijn op de uitoefening van een bepaald beroep

en

— die bestaan in een postsecundaire studie van ten minste drie jaar, of uit een met deze studieduur overeenstemmende deeltijdse studie, aan een universiteit, een instelling voor hoger onderwijs of een instelling van gelijkwaardig niveau, en, in voorkomend geval, uit de bovenop de postsecundaire studie vereiste beroepsopleiding, beroepsstage of praktijkervaring; de structuur en het niveau van de beroepsopleiding, beroepsstage of praktijkervaring worden vastgelegd bij de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de betrokken staat of worden door de hiertoe aangewezen instantie gecontroleerd of erkend.

Alle titels, dan wel elk geheel van dergelijke titels die door een bevoegde autoriteit in een Staat zijn afgegeven, worden met de opleidingstitel bedoeld in het eerste lid gelijkgesteld, indien daarmee een in de Europese Gemeenschap of de Europese Economische Ruimte gevolgd opleiding wordt afgesloten welke door de Staat als gelijkwaardig is erkend, mits de andere Staten en de Europese Commissie van deze erkenning in kennis zijn gesteld.

§ 2. De houders van één van de diploma's of opleidingstitels bedoeld in § 1 zijn vrijgesteld van de stage. Voor het bekomen van hun inschrijving op het tableau van de beoefenaars, moeten zij zich evenwel onderwerpen aan een bekwaamheidsproef over hun kennis van het Belgisch recht, meer bepaald op het gebied van boekhouding, fiscaliteit, vennootschapsrecht, deontologie en de domeinen noodzakelijk voor de uitoefening van het beroep in België, in geval van wezenlijke verschillen in de opleiding; er wordt eerst nagegaan of de tijdens de beroepservaring verworven kennis van aard is dat de wezenlijke verschillen geheel of ten dele worden ondervangen.

De proef van bekwaamheid bestaat uit een controle, uitsluitend de beroepskennis van de aanvrager betreffende, die tot doel heeft te beoordelen of deze de bekwaamheid bezit om het beroep van boekhouder of boekhouder-fiscalist uit te oefenen.

Bij de proeve van bekwaamheid moet in aanmerking worden genomen dat de aanvrager in de lidstaat van oorsprong of herkomst een gekwalificeerde beroepsbeoefenaar is. De proef heeft betrekking op de vakgebieden die moeten worden gekozen uit die welke op de lijst staan van de vakgebieden die, op basis van een vergelijking tussen de vereiste opleiding en de opleiding die de aanvrager heeft ontvangen, niet bestreken worden door het diploma of de titel(s) die de aanvrager

pouvoir exercer les professions de comptable ou de comptable-fiscaliste. Cette épreuve peut également comprendre la connaissance de la déontologie applicable à ces fonctions. Les modalités de l'épreuve d'aptitude et le statut du demandeur qui souhaite s'y préparer sont déterminées par le Conseil national de l'Institut dans le respect des règles du droit communautaire.

§ 3. La procédure d'examen d'une demande introduite en application du présent article doit être sanctionnée par une décision motivée au plus tard quatre mois à compter de la présentation du dossier complet. Cette décision, ou l'absence de décision, est susceptible d'un recours devant la Chambre d'appel visée à l'article 8, § 5, de la loi-cadre du 1<sup>er</sup> mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services.

**Art. 8.** Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, chargé des Classes moyennes et Notre Ministre de l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises  
et Participations publiques, chargé des Classes moyennes,

R. DAEMS

Le Ministre de l'Economie,

Ch. PICQUE

overlegt. De kennis van deze vakgebieden moet een wezenlijke voorwaarde zijn om het beroep van boekhouder of boekhouder-fiscalist uit te oefenen. Deze proef kan ook betrekking hebben op de kennis van de deontologie die op die functies, van toepassing is. De voorschriften betreffende de proeve van bekwaamheid en het statuut van de aanvrager die zich daarop wil voorbereiden worden door de Nationale Raad van het Instituut vastgesteld met inachtneming van het gemeenschapsrecht.

§ 3. De procedure voor het onderzoek van een in toepassing van dit artikel ingediende aanvraag moet uiterlijk vier maanden na de indiening van het volledige dossier door een met redenen omkleed besluit worden afgesloten. Tegen dit besluit, of tegen het uitblijven ervan, kan beroep worden aangetekend bij de Kamer van beroep bedoeld in artikel 8, § 5, van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen.

**Art. 8.** Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, belast met Middenstand en Onze Minister van Economie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven  
en Participaties, belast met Middenstand,

R. DAEMS

De Minister van Economie,

Ch. PICQUE

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 1092

[C — 2003/09148]

**14 FEVRIER 2003.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 12 juillet 1971 portant instructions générales pour les établissements pénitentiaires

Le Ministre de la Justice,

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1971 portant Instructions générales pour les établissements pénitentiaires, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1997 fixant des dispositions administratives en faveur de certains agents des services extérieurs de l'administration des établissements pénitentiaires appartenant au niveau 1, notamment les articles 14 et 30;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 29 janvier 2003,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 5, de l'arrêté ministériel du 12 juillet 1971 portant Instructions générales pour les établissements pénitentiaires est remplacé par la disposition suivante :

« Les établissements pénitentiaires d'au moins 400 places dirigés par un directeur principal (rang 13) qui compte au moins cinq ans d'ancienneté de grade sont les suivants :

- la prison d'Andenne;
- le complexe pénitentiaire de Bruges;
- la prison de Forest;
- l'établissement pénitentiaire de Lantin;
- l'établissement pénitentiaire de Merksplas;
- la prison de Saint-Gilles;
- l'établissement pénitentiaire d'Ittre;
- la prison d'Hasselt. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

M. VERWILGHEN

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 1092

[C — 2003/09148]

**14 FEBRUARI 2003.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 juli 1971 houdende algemene instructie voor de strafinrichtingen

De Minister van Justitie,

Gelet op het ministerieel besluit van 12 juli 1971 houdende Algemene Instructie voor de strafinrichtingen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1997 tot vaststelling van administratieve bepalingen ten gunste van sommige ambtenaren van de buitendiensten van het Bestuur Strafinrichtingen die behoren tot niveau 1, in het bijzonder de artikelen 14 en 30;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 29 januari 2003,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1, lid 5, van het ministerieel besluit van 12 juli 1971 houdende Algemene Instructie voor de strafinrichtingen wordt vervangen als volgt :

« De strafinrichtingen met ten minste 400 plaatsen bestuurd door een eerstaanwezend directeur (rang 13) die ten minste vijf jaar graadanciënniteit heeft, zijn de volgende :

- de gevangenis te Andenne;
- het penitentiair complex te Brugge;
- de gevangenis te Vorst;
- de strafinrichting te Lantin;
- de strafinrichting te Merksplas;
- de gevangenis te Sint-Gillis;
- de strafinrichting te Ittre;
- de gevangenis te Hasselt. »

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

M. VERWILGHEN